

d'amendement présenté par le chef de l'opposition (M. Drew) soit modifié par l'addition des mots suivants:

Nous regrettons aussi qu'après avoir adopté, d'une façon générale, une attitude pratique à l'égard du conflit coréen, les conseillers de Votre Excellence aient appuyé, en ce qui concerne la résolution qualifiant la Chine d'agresseur, une ligne de conduite qui est pour l'instant prématurée et peu sage et qu'il n'aurait pas fallu suivre avant épuisement complet des moyens de règlement pacifique.

Comme je l'ai dit plus tôt, s'il y a danger de pousser les peuples asiatiques dans les bras de l'Union soviétique, nous pouvons l'amoindrir en nous efforçant d'envoyer de grandes quantités de vivres dans l'Inde et de promouvoir le succès du programme auquel le premier ministre (M. St-Laurent) a fait allusion il y a quelque temps. Je songe au programme de Colombo. On a dit que nous n'avons pas sur place suffisamment de blé de la catégorie voulue. Nous avons beaucoup de blé qui a gelé (catégories 5 et 6) qui sert de provende. Il paraît que le blé n° 5 ne fait pas de la très bonne farine, mais des gens qui crèvent de faim le trouveraient certes convenable. Si nous n'avons pas de meilleure qualité de blé à envoyer, j'estime que la Chambre et la population devraient songer à expédier le blé de la meilleure qualité que nous puissions trouver, afin de prouver à l'Inde non seulement notre amitié, mais aussi notre désir de nous tenir en relations étroites avec ce grand peuple asiatique et d'enrayer les ravages de la famine. Nous aurons l'occasion de parler plus longuement du programme de Colombo; je tiens cependant à signaler dès maintenant qu'il est, à mon sens, le programme le plus sensé jamais conçu par les nations du Commonwealth. Il prévoit de l'aide non seulement aux nations du Commonwealth situées dans le sud-est de l'Asie, mais aussi aux pays en dehors du Commonwealth, —la Birmanie, la Thaïlande et l'Indonésie pour n'en nommer que quelques-uns,—qui sont aux prises avec des problèmes semblables à ceux des pays du Commonwealth en Asie.

Je viens de signaler que quelque 570 millions de personnes, soit le quart de la population mondiale, habitent ces pays, la Chine non comprise. Leurs cultures, leurs philosophies sont fort anciennes, et les nations démocratiques n'ont pas une tâche facile si elles veulent empêcher que le communisme totalitaire et que l'influence de l'Union soviétique se répandent parmi eux. Ne l'oublions pas, les gens se laissent facilement bernier par la propagande, communiste ou fasciste, lorsqu'ils souffrent de la faim et sont physiquement affaiblis. Je crois que dans cette région, les vivres et le vêtement constitueraient des armes plus puissantes que les

canons, les avions et les navires de guerre; bien entendu, je ne prétends nullement qu'il ne faille pas également pourvoir au matériel de défense. Si la proclamation de la Chine comme pays agresseur est suivie de sanctions, on verra s'aggraver la misère qui règne dans ce pays depuis la guerre avec le Japon.

Pour ce qui est de la Chine, je dirais que les sanctions n'atteindront pas son commerce principal, puisque, de toute façon elle ne commerce guère avec l'Occident, mais surtout avec les pays asiatiques. Si nous tentons de bombarder les centres chinois, nous ne devons pas oublier qu'il existe un traité sino-russe d'assistance mutuelle; nous aurions alors à subir le contre-coup de ce traité. Je me réjouis de ce que le Gouvernement ait l'intention de nous saisir de propositions conformes au plan de Colombo. J'espère que tous les partis et, par la suite, toute la population du Canada appuieront les propositions, pourvu qu'elles soient assez efficaces.

Mon temps de parole est limité, mais il me reste quelques instants. En ce qui concerne la défense, sujet évoqué à la Chambre cet après-midi, j'aimerais dire ceci.

C'est avec intérêt que j'ai écouté les propos du premier ministre. Je crois qu'il a fait preuve de courage. Il a sans doute tenu compte des besoins actuels du pays. Néanmoins j'aimerais ajouter l'observation suivante. Avant que nous en arrivions à une décision ferme en ce qui concerne le recrutement d'une armée, l'industrie, nos ressources humaines et matérielles, il faudrait justement procéder à une estimation sérieuse de ces ressources de façon que nous puissions nous préparer avec efficacité à assurer notre propre défense et à nous acquitter des engagements que nous avons pris vis-à-vis d'autres pays, pour la défense de la démocratie dans le monde.

C'est après une estimation comme celle-là que nous saurons de quelle façon nous devons participer à cette défense. Advenant la guerre, que je ne crois pourtant pas inévitable, le conflit s'étendrait certainement à l'Europe. Si nous perdions l'Europe occidentale,—ce qui n'est pas impossible si la guerre éclatait bientôt, eu égard aux défenses qu'on y trouve, paraît-il,—les centres industriels de la Grande-Bretagne seraient soumis à des bombardements violents et vraisemblablement immobilisés. Il y a donc lieu de considérer quelle forme doit prendre notre participation, pour être le plus efficace possible, compte tenu des circonstances.

Nous nous sommes rendu compte, on s'en souvient, qu'il n'était pas trop difficile, à l'automne de 1939, de lever une armée considérable, pas plus que de maintenir l'industrie que nous possédions à cette époque. Pourquoi?